
Conférence de presse de rentrée

Septembre 2025

3/09/2025

DISCOURS DU PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

M. JEAN-LUC GLEYZE

Ce que nous traversons, entre incertitudes, besoin de perspectives et de solidarité, fait de nous une communauté de destins.

La crise économique, les baisses de dotations pour les collectivités et de subventions pour les associations, les élections municipales et le doute d'une nouvelle dissolution... Tout cela nous donne l'impression de vivre un jour sans fin, sans solution n'est posée.

La preuve avec les errements sémantiques du Premier ministre : « vote de confiance », puis finalement « de constat » ...

Qu'il vienne donc constater ce que nous portons ici un jour nouveau au quotidien.

Toutes celles et ceux qui s'activent localement, communes, collectivités, partenaires, professionnels, citoyens, cultivent des interdépendances grâce auxquelles nous formons une communauté d'actions pour surmonter la dureté du moment.

Je veux particulièrement saluer les maires qui démontrent depuis 6 ans la possibilité de continuer à faire, sans nier les clivages.

Grâce à un dialogue exigeant et parfois rude entre les tendances politiques, nos communes sont un exemple pour la gouvernance nationale.

Ici nous affrontons les événements, nous recherchons les compromis utiles aux français.

Et nous ne nous dérobons pas !

Elus locaux, bénévoles associatifs, professionnels, nous sommes là, pour les demandeurs d'emploi, pour les personnes en situation de handicap, pour nos aînés, pour les bénéficiaires de la solidarité nationale, les mallogés, les mal nourris, les précaires et les jeunes...

Nous sommes là et nous refusons le ruissellement de la misère !

Nous participons à l'effort national en nous mobilisant contre l'effondrement de la nation solidaire.

De l'extrême-droite à l'extrême-centre, ils ne gouvernent plus mais polarisent, ils fracturent plus qu'ils ne réparent, ils accusent au lieu d'accompagner, le véritable facteur d'instabilité du pays, c'est eux !

Un autre chemin existe pour être à la hauteur.

Il s'est exprimé d'une seule voix, en réunissant toute la gauche à Blois.

Oui, une autre manière de gouverner est possible, un autre budget national est possible : sans année blanche, sans suppression des jours fériés, sans attaques contre notre modèle social, sans casse des services publics !

Un budget qui propose de réduire le déficit de 21,7 milliards d'euros, avec

- 14 milliards d'économies qui ne pèseront pas sur les travailleurs et les services publics
- 26,9 milliards de recettes nouvelles en mettant à contribution les grandes fortunes.

Je pourrais bien sûr y revenir dans le détail lors des questions.

Dans cette même dynamique, la rentrée girondine pourrait se résumer ainsi :

- Rester souverains,
- Tisser le lien,
- Bâtir l'avenir ensemble.

J'insiste sur la complémentarité de ces trois axes.

Nous sommes souverains parce que nous sommes ensemble et nous bâtissons grâce au lien.

Rester souverains, d'abord.

Je ne méconnaiss pas l'équation fantaisiste : gouvernance de gauche = mauvaise gestion budgétaire.

Je propose une autre équation, celle de la réalité.

Nous sommes le Département qui a fait le plus d'effort sur son budget de fonctionnement en le baissant de 2%.

Je rappelle aussi que, depuis 2024 et le budget « empêché », nous n'avons négligé aucun effort budgétaire, et nous les poursuivrons en 2025.

Pour autant, les efforts faits ne doivent pas faire oublier que notre premier problème est celui des recettes. Je le redis, nous avons besoin qu'elles soient solides, pérennes, robustes et évolutives.

Un gage de plus de notre bonne volonté, la mise en place d'une Inspection Générale des Services pour :

- sécuriser l'activité de la collectivité et renforcer la maîtrise des risques,
- améliorer l'action publique,
- garantir la lisibilité et la qualité des services rendus aux girondines et aux girondins.

Enfin, la semaine dernière j'ai rencontré la Ministre chargée des Comptes publics et le Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, pour proposer d'élaborer un Plan de retour à l'équilibre sur 3 ans.

Nous y travaillons en ce moment même, avec courage, sérieux, sens des responsabilités, et la volonté de conserver la solidarité à l'égard des Girondines et des Girondins.

Nous avons le soutien du Préfet et de la Direction régionale des finances publiques.

Je tiens à souligner le travail en bonne intelligence avec les services de l'Etat déconcentré.

Nous le remettrons le 13 octobre.

Je suis confiant sur le fait qu'il nous permettra d'effacer le déficit, retrouver l'équilibre.

Rester souverains donc, pour ne laisser aucune Girondine, aucun Girondin.

Tous les outils sont donc en place ou en phase d'être mis en place pour rester souverains, dans un dialogue exigeant avec l'Etat pour ne pas hypothéquer nos valeurs girondines.

Car préserver notre libre administration est la première condition pour que cesse la dégradation des actions publiques.

Contribuer à l'effort national est une nécessité.

Lutter contre le cercle vicieux de la détérioration des services publics est un devoir.

Un devoir pour en finir avec l'isolement, la précarité, les inégalités.

Un devoir pour être à la hauteur de tous les accompagnements, de la petite enfance au à la vieillesse, du plus petit village à la Métropole, dans toute la Gironde.

Avec nos partenaires, nous sommes en première ligne.

Nous n'avons pas le luxe de faire comme si ce n'était pas notre rôle, de tourner la tête en espérant que ça passe.

Dans les hôpitaux, les écoles, les tribunaux, dans les permanences ou au 1er kilomètre, les femmes et les hommes du Service public et tous les partenaires engagés pour l'intérêt général ne peuvent pas désert.

Prétendre que les déficits et la dette sont la conséquence d'une hausse et dépenses, c'est un mensonge.

Elles sont restées stables ces dernières années, mais d'une baisse 0,7%.

Saper le budget des collectivités locales, des associations et de l'Etat et prétendre que le pays restera inchangé, c'est un mensonge.

Faire de la dette l'étalon de la dépense publique, dire que « la dette, c'est nous tous », c'est considérer que les Françaises et les Français sont des rouages dans l'économie globale.

C'est réduire l'effectivité des droits à une variable d'ajustement des finances nationales.

C'est oublier que l'Etat n'est pas un particulier et que la dette est un choix politique.

Politique parce que selon ce que l'on en fait, c'est tout notre modèle social qui est attaqué.

Est-ce vraiment à la hauteur de cette année anniversaire des 80 ans de la Sécurité sociale ?

Politique parce que des alternatives sociales et écologiques justes existent pour faire des économies mais surtout augmenter les recettes.

Souvenons-nous qu'au XXème siècle, cette option faisait plus ou moins consensus, même aux Etats-Unis !

Comme le disait le Président Roosevelt : « La véritable liberté individuelle ne peut exister sans sécurité économique et indépendance. Les gens qui ont faim et qui n'ont pas d'emploi sont ce dont sont faites les dictatures. »

La contribution de toutes et tous, à la hauteur de ses moyens, est une nécessité démocratique.

Aussi, le jeu des ultralibéraux est dangereux : creuser le trou de la dette pour mieux justifier ensuite la dégradation des services publics, c'est creuser la tombe de la démocratie !

Le temps présent nous oblige au contraire à prendre position, de façon claire, exigeante, et à continuer à faire avec d'autres, en collectif.

Ce qui m'amène au second point : tisser du lien.

En cette année de Grande cause dédiée à l'ESS et à l'approche du Forum Mondial de l'ESS à Bordeaux, nous sommes face à un paradoxe saisissant.

D'un côté l'importance de pouvoir compter sur un tissu associatif et non lucratif dense et structuré pour relever les défis sociaux, économiques, écologiques et politiques qui s'annoncent.

De l'autre, une coupe rase dans les soutiens à celles et ceux qui s'organisent pour proposer des solutions solidaires sur le terrain et accompagner les personnes vulnérabilisées ou tout simplement enrichir la vie de sport, de culture, de loisirs.

L'un des plus grands plans sociaux de France frappe le milieu associatif.

L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (Udes) estime que 186 000 emplois sont menacés par les conséquences du budget pour 2025.

C'est un coup direct porté à la vie des territoires.

Alors, que fait le Département ?

Nous consacrons 1/4 de notre budget à l'ESS pour à favoriser les coopérations, accompagner la création des emplois locaux de qualité et

pérennes, et défendre ces acteurs qui partagent la valeur non lucrative du service public.

D'ailleurs, à la fin du mois nos partenaires de l'ESS participeront à des rencontres sur les territoires dans les Maisons des Solidarités afin de valoriser leur action auprès des girondines et des girondins et faire la démonstration de la complémentarité du public et du privé non lucratif.

C'est ça, tisser du lien, c'est ça Faire Gironde.

C'est ainsi que nous pouvons bâtir l'avenir ensemble, retrouver le long terme et des perspectives au-delà de l'urgence.

Je pense à « Gironde Autonomie » le nouveau Service public départemental de l'autonomie. Ce n'est ni une « couche en plus » ni une addition de dispositifs : c'est une communauté d'actions !

La preuve en est ici, à la Maison Départementale des Solidarités du Bouscat, qui expérimente déjà en pionnière un mode d'accueil « expert » pour les personnes en situation de handicap.

Parce que les citoyens qui sollicitent un droit doivent pouvoir le faire, peu importe d'où ils demandent, dans un espace clairement identifié au 1er kilomètre.

La complexité administrative ne doit pas interférer dans la demande.

La seule chose qui doit revenir à la personne, c'est la délivrance du droit et surtout son effectivité.

D'ailleurs, je tiens à mettre en valeur le travail de la MDPH et de la CNSA grâce auquel nous avons améliorons en continu le processus d'instruction des dossiers et réduisons les délais de réponse :

- En juillet 2023, date de début de la convention, un délai moyen à plus de 6 mois.
- En juillet 2025, après 2 ans de plan d'actions, le délai moyen de traitement global est de 2,29 mois, soit bien inférieur aux 4 mois de délai légal !

Pour continuer sur cette lancée, l'enjeu majeur ce sont les moyens humains.

Des financements complémentaires au niveau national sont nécessaires pour continuer déployer les actions améliorant l'information et l'accompagnement des Girondines et des Girondins.

Bâtir l'avenir ensemble, c'est aussi aller vers toutes et tous grâce à nos deux – et bientôt trois ! – Bus en + désormais augmentés d'un medicobus en Haute Gironde.

Des professionnels de santé se joignent aux associations et aux professionnels du soin et du lien.

Les communes l'accueillent, les voisins et proches amènent une connaissance et c'est toute une économie du lien qui s'en voit renforcée.

Voilà ce qui est possible quand nous avons les moyens d'agir : les moyens financiers et les moyens politiques.

Le poète René Char écrivait que « c'est l'enthousiasme qui soulève le poids des années, c'est la supercherie qui relate la fatigue des siècles. »

Les difficultés sont là, les périls sont nombreux qu'ils soient financiers ou géopolitiques. Nos propositions alternatives, concrètes, précises, humaines sont aussi nombreuses.

Là est notre source d'enthousiasme, à l'image de ce que fut le programme des « Jours Heureux » après-guerre : un phare dans la détresse.

Ne laissons pas le « nous » enfermé dans sa précarité et piégé par ses rêves en suspens.

Proclamons nos droits inaliénables.

Revendiquons le respect de notre dignité humaine.

80 ans plus tard, soyons fidèles aux « Jours Heureux », à la Sociale.

Jetons des passerelles entre le passé et futur.

En 1979, en plein choc pétrolier, France Gall chantait « Besoin d'amour ». Ses paroles n'ont pas pris une ride.

Aujourd'hui, face aux chocs écologiques et sociaux, nous avons besoin d'avenir et d'amour pour le bâtir.

Citoyens, associations, élus, partenaires : nous avons besoin d'avenir et nous n'attendons pas pour le faire advenir !